

Pau, le 28 février 2023

ARRETE N°AP-2023-0067

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants L.325-1 à L.325-3 et R.417-10 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 25 mars 1991 réglementant le stationnement au droit du Synagogue pendant les offices religieux ;
Vu l'arrêté municipal n°AT-2015-0045 en date du 13 janvier 2015 réglementant le stationnement au droit et en face de la Synagogue au 8 rue des Trois Frères Bernadac ;
Considérant que cette interdiction n'est pas spécifique aux offices religieux et qu'elle est valable sans limitation de durée ;
Considérant qu'il y a lieu de prendre un nouvel arrêté permanent dans le cadre du plan Vigipirate ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement rue des Frères Bernadac, dans le cadre du plan Vigipirate ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 25 mars 1991 qui réglementait le stationnement à l'occasion de tous les offices religieux se déroulant à la Synagogue est abrogé.

ARTICLE 2 – L'arrêté municipal n°AT-2015-0045 en date du 13 janvier 2015 qui réglementait le stationnement au droit et en face du Synagogue au 8 rue des Trois Frères Bernadac est abrogé.

ARTICLE 3 – Le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant, au droit et en face du n°8 rue des Trois Frères Bernadac, suivant la signalisation mise en place sur les lieux.

ARTICLE 4 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 5 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.


ARTICLE 6 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.

Affiché le :
Désaffiché le :

09 Mars 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire